



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Mardi 20 août 2013
Numéro 403

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

Titres des journaux

As Safir (nationaliste arabe)

Joublatt à Bandar:

Comprenez-moi... pas de gouvernement sans le Hezbollah

An Nahar (proche du 14-Mars)

Le Hezbollah étend son

déploiement à Dahié et au Sud.

Berry à an Nahar: l'attentat de Roueiss est plus qu'un message

Al Akhbar (quotidien libanais de gauche)

Renflouage du cabinet Mikati

Al Joumhouria (propriété d'Elias Murr)

La banlieue sous haute surveillance

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

Al-Fayçal: nous n'accepterons pas que la communauté internationale se joue du destin de l'Egypte

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

Les troubles au Moyen-Orient

«pourraient durer des décennies»

Al Watan (quotidien syrien non étatique)

L'armée reprend le contrôle de la campagne de Lattaquié et se prépare à la bataille d'Alep

Al Hayat (quotidien à capitaux saoudiens)

Egypte: Les chances d'un compromis s'amenuisent après la mort de soldats et de prisonniers

L'événement

Les «Frères» d'Egypte s'essoufflent, leur guide arrêté

Le guide suprême des Frères musulmans, Mohammad Badie, a été arrêté dans la nuit de lundi à mardi au Caire. Le chef de l'influente confrérie a été capturé dans un appartement tout près de la place Rabaa al-Adawiya. Le guide, âgé de 70 ans, est apparu abattu. Il a été arrêté avec deux autres hauts responsables des Frères et quatre garde du corps. La confrérie a annoncé la nomination de Mahmoud Izzat Ibrahim au poste de guide suprême par intérim.

L'arrestation de Badie intervient alors que le violent mouvement de protestation lancé par la confrérie commence à montrer des signes d'essoufflement, après l'annulation par les Frères de la plupart des marches prévues lundi, la difficulté à mobiliser leurs partisans et l'apparition de «comités populaires», formés d'habitants des quartiers, qui affrontent les partisans du président destitué Mohammad Morsi. D'ailleurs, le ministère de l'Intérieur a annoncé l'interdiction de ces comités, de crainte que le phénomène de comité d'autodéfense ne s'étende à l'ensemble du pays et n'aboutisse à la création de milices.

Pendant ce temps, les pressions occidentales sur les autorités égyptiennes se poursuivent pour les pousser à faire preuve de plus de clémence avec les Frères musulmans. La CNN, se référant au président de la commission juridique du Sénat américain Patrick Leahy, a déclaré que les Etats-Unis avaient suspendu de facto certains volets de leur aide militaire à l'Egypte.

Toutefois, la décision politique sur le gel de l'aide n'a pas été officiellement adoptée, a indiqué l'interlocuteur de la chaîne américaine. Lundi, les représentants de la Maison Blanche et du Département d'Etat avaient rejeté les affirmations concernant l'arrêt de l'aide américaine.

Les Etats-Unis fournissent à l'armée égyptienne une aide de près de 1,6 milliards de dollars par an.

De nombreux spécialistes cités par les médias internationaux affirment que l'Egypte risque de plonger dans une guerre civile et seule l'armée égyptienne peut encore la retenir. L'expert russe Alexandre Ignatenko remarque que la probabilité d'une guerre civile est aujourd'hui de 30 à 40%. «La guerre civile, dans certaines de ses formes, se déroule déjà en Egypte. Mais ce conflit n'est pas encore assez important pour influencer de manière décisive sur l'Etat et l'avenir de l'Etat égyptien», pense Alexander Ignatenko.

Andreï Baklanov, conseiller du vice-président du Conseil de la Fédération (chambre haute du parlement russe), pense que la scission du pays est probable. Il précise qu'Alexandrie et le Caire, au nord du pays, sont imperméables à l'islamisme et qu'on pourrait donc observer un reflux des éléments islamistes vers le sud. «Les militaires ont un comportement très dramatique et sont prêts à prendre des mesures extrêmes. Ils craignent la division du pays, qui entraînerait des flux de population du sud vers le nord et du nord vers le sud», conclut-il. Les deux experts apprécient positivement le rôle de l'armée égyptienne dans le conflit. «On pourrait dire que l'armée égyptienne est le sauveur de la patrie», pense Alexandre Ignatenko. «Elle a prévenu une guerre civile à grande échelle, vers laquelle les Frères musulmans menaient le pays», a déclaré l'expert.

As Safir

Selon des sources bien informées, le secrétaire général du Conseil national de la sécurité et chef des services de renseignements saoudiens, le prince Bandar ben Sultan, a écouté la plupart du temps lors de sa rencontre avec les émissaires du chef du Parti socialiste progressiste (PSP), Walid Joumblatt, il y a quatre jours. Taymour Joumblatt et le ministre Waël Abou Faour ont transmis à leur interlocuteur un message joumblattiste invitant les Saoudiens à comprendre ses circonstances particulières et, par conséquent, la nécessité de ne pas le coincer et le soumettre à des pressions dépassant ses capacités dans le dossier de la formation du gouvernement au Liban, sans quoi il se verrait dans l'obligation d'arrêter des choix prenant en compte sur les rapports de forces libanais. Le message de M. Joumblatt met l'accent sur la nécessité de former un gouvernement rassembleur qui n'écarterait aucune partie, y compris le Hezbollah.

Du moment que le jeu de la majorité et de la minorité est entre les mains de Joumblatt, au même titre que «le cabinet volant» qui ne verra pas le jour, et tant que Walid Joumblatt ne veut pas mettre en péril sa relation avec le Hezbollah, un nouveau round d'entretiens est donc prévu entre les émissaires du chef du PSP et le prince Bandar, pour écouter les réponses des Saoudiens. Cette nouvelle rencontre devrait être précédée d'une réunion entre le PSP et le Hezbollah, après le report de la rencontre périodique entre les deux parties pour des considérations «joumblattistes». Cette réunion aura lieu au domicile d'un membre du bloc parlementaire de M. Joumblatt.

As Safir

Daoud Rammal, journaliste libanais proche du palais présidentiel

Une source politique qui suit de près le dossier de la formation du gouvernement évoque de «nouvelles réalités qui se sont imposées après le grave événement sécuritaire consécutif à l'explosion terroriste dans la banlieue sud de Beyrouth». Cette source estime que «les développements actuels et à venir montrent que l'approche gouvernementale ne peut plus continuer avec la même mentalité, ce qui nécessite l'ouverture d'une brèche, qui commencerait par l'abandon par le 14-Mars de sa revendication d'écarter le Hezbollah du gouvernement et l'acceptation par ce parti de la formule 8+8+8». Et la même source d'ajouter: «Le dossier gouvernemental nécessite une nouvelle approche après les derniers événements. Si le gouvernement neutre ou formé d'indépendants trouvait quelqu'un capable de lui ouvrir un passage vers le Parlement avant ces événements, après la série d'attentats et les menaces contre la sécurité nationale, personne n'est prêt à en assumer la responsabilité. Pourquoi? Parce que dans un tel cabinet, le président Tammam Salam supportera à lui tout seul tous les poids. Ceux qui réclamaient un gouvernement neutre, d'indépendants ou de technocrates sont désormais inquiets et craignent de continuer à défendre une telle approche. Car dans de telles circonstances, le Premier ministre ne peut pas à lui tout seul être «politisé» alors que les membres de son gouvernement sont des indépendants. Les circonstances politiques et sécuritaires actuelles imposent la participation de tous les protagonistes aux responsabilités, surtout après la brèche sécuritaire due à la paralysie des institutions politiques de l'Etat, et, sur le plan externe, à cause de l'exacerbation du conflit dans la région, notamment la crise syrienne, qui a une grande influence sur le Liban».

M. Salam souhaite-t-il toujours former un gouvernement d'indépendants? Un tel cabinet est-il un projet réalisable après les derniers développements sécuritaires?

L'impression des milieux de la présidence de la République est que «Tammam Salam ne peut plus assumer un gouvernement d'indépendants et affronter seul les événements dramatiques».

An Nahar

Une source fiable membre du comité de la mosquée Bilal Ben Rabah, à Abra l'Est de Saïda, a indiqué que les services de renseignements de l'Armée libanaise ont convoqué trois cheikhs proches d'Ahmad al-Assir pour les interroger au siège des SR, ce mardi. Il s'agit des cheikhs Othman Hneiné, Alaa Saleh et Assem Moharrem Arifi. La source s'est dite inquiète de la possible arrestation des trois dignitaires religieux, qui se sont relayés, depuis la disparition d'al-Assir, pour prendre la parole lors des sit-in organisés par les partisans du cheikh en fuite. Cheikh Arifi a prononcé la dernière allocution au cours de laquelle il a critiqué l'Armée libanaise, la justice, le Hezbollah et l'Iran, appelant les partisans d'al-Assir à participer au sit-in qui sera organisé, vendredi prochain, sur l'autoroute de Saïda.

ILS ONT DIT...

Ali Fayyad, député du Hezbollah

“La phase actuelle ne supporte pas les calculs ambivalents ni les paris en demi-teinte. Toute partie qui justifie, sous quelque prétexte que ce soit, le comportement des takfiristes partage avec ces derniers la responsabilité d'avoir fait couler le sang libanais. La grande mission à l'heure actuelle est d'empêcher le Liban de tomber dans le précipice. Il faut le plus rapidement possible mettre en place un gouvernement d'union nationale qui assumerait toutes ses responsabilités en affrontant les menaces et les dangers, et qui serait un cabinet de salut national. Ce gouvernement devrait, à l'unanimité et de façon claire, prendre la décision d'anéantir les groupes takfiristes qui ont eu les mains tachées de sang.

Ahmad Fatfat, député du Courant du futur

“Il aurait peut-être fallu que le président de la République et le Premier ministre désigné profitent de certaines situations, dont notamment la dégradation de l'état de la sécurité, pour former un gouvernement sur la base de l'intérêt national. Pour notre part, nous attendons ce gouvernement. Quant au Hezbollah, il est de fait capable d'entraîner ses alliés vers le vide total, car en réalité, il n'y a pas d'alliés, seulement des vassaux. La pratique a montré que Nasrallah donne ses ordres et que tous les autres suivent.

Ahmad al-Assir, cheikh extrémiste fugitif

“Hassan Nasrallah a utilisé le terme “takfiriste” pour faire ce qu'il veut et mener une guerre contre le sunnisme et causer du tort aux chiites d'abord. L'attentat de Roueiss est le résultat des crimes perpétrés par le Hezbollah contre nos frères en Syrie.

Attentats: deux Palestiniens et un Libanais arrêtés

La Sûreté générale a annoncé l'arrestation d'un Libanais et deux Palestiniens soupçonnés de préparer un attentat à la voiture piégée. Le Libanais et les deux frères palestiniens sont accusés d'avoir «créé un groupe terroriste et mené des activités portant atteinte à la sécurité sur le territoire libanais», a expliqué dans un communiqué lundi soir la SG. «Ils s'apprêtaient à exécuter un attentat grâce à une voiture de type Audi contenant 250 kg d'explosifs» et qui avait été saisie samedi à Naamé, au sud de Beyrouth, précise le communiqué. La voiture avait été saisie deux jours après l'attentat qui a tué 27 personnes dans un quartier de la banlieue sud de Beyrouth. Vendredi, le gouvernement avait annoncé que l'armée libanaise avait identifié un réseau soupçonné d'avoir piégé plusieurs voitures pour les faire exploser dans la banlieue sud.

La séance parlementaire encore reportée

Le président du Parlement Nabih Berry a reporté pour la quatrième fois consécutive les séances parlementaires prévues les 20 et 21 août faute de quorum. L'alliance du 14 Mars et le Courant patriotique libre (CPL) soulignent que le Parlement ne peut légiférer alors que le gouvernement est démissionnaire, ce qui constituerait selon eux une entorse grave à la Constitution. Pour M. Berry et ses alliés du Hezbollah, seule la Chambre est souveraine pour fixer l'ordre du jour, sur lequel figurent 45 points.

Al Anbaa (Quotidien koweïtien)

Selon des informations sûres, le Hezbollah est en passe de mettre sur pied un dispositif sécuritaire défensif adapté au mode d'action des groupes takfiristes, et chargé de lutter contre ces mouvements. Cela s'accompagne de mesures de coordination avec les services de sécurité libanais et d'une décision de mettre un terme à la dispersion des civils et des réfugiés syriens dans ses zones d'influence, notamment dans la banlieue sud de Beyrouth.

Beaucoup s'attendent à ce que le Liban traverse une période difficile, caractérisée par une intensification des pressions sur le Hezbollah, aussi bien politiques (dossier gouvernemental), sécuritaires (attentats), militaires (scène syrienne) ou diplomatiques, en parallèle aux négociations israélo-palestiniennes qui doivent durer 9 mois.

Des responsables du Hezbollah assurent que sa participation au conflit syrien n'a pas abouti à un vide sécuritaire et militaire dans les régions où sont déployés les combattants de la Résistance au Liban-Sud et dans la Békaa-Ouest. Ces responsables précisent que les cadres de la Résistance poursuivent leur entraînement et leurs préparatifs pour faire face à toute agression israélienne. Le Hezbollah, assurent-ils, a obtenu des armes nouvelles dont l'utilisation dans toute prochaine guerre surprendra Israël et le monde entier, comme cela s'est produit en 2006.

Al Watan (Quotidien syrien non étatique)

L'armée arabe syrienne est en train de mettre les dernières touches à une vaste offensive à Alep, qui ferait pencher la balance en sa faveur. Pour cela, des renforts des troupes d'élites ont été envoyés dans la région, poussant les miliciens à prendre des positions défensives.

Selon des sources bien informées, l'armée a défini une liste d'objectif et un plan détaillé, qui n'attend plus que le feu vert du commandement militaire.

La première phase du plan comporte une offensive pour reprendre le contrôle total des quartiers chauds, limitrophes à ceux qui sont déjà sécurisés, notamment ceux qui sont ouverts en direction de la campagne au Nord d'Alep, comme Bani Zeid, Achrafié et Cheikh Maksoud. Ces quartiers ont de tout temps représenté une source de dangers pour les habitants des zones sécurisées.

L'opération militaire vise également à sécuriser les alentours des quartiers de Hamdaniya et le nouveau Alep, à l'ouest de la ville, ainsi que Rachidine, qui sont souvent théâtre de combats.

Autre objectif de cette offensive attendue, la reprise de Khan al-Assal, au sud-ouest d'Alep, pour permettre aux enquêteurs des Nations unies de visiter cette localité afin de collecter les preuves et recueillir les témoignages prouvant l'utilisation des armes chimiques par les miliciens. Cela permettrait aussi d'ouvrir l'autoroute Alep-Damas pour acheminer les produits alimentaires et les secours.

Al Anbaa (Journal électronique du PSP libanais)

Walid Joumblatt, député et chef du Parti socialiste progressiste

En dépit des plaies laissées par les derniers événements en Egypte, il est indispensable d'intégrer toutes les parties et les courants à la vie politique, à condition qu'ils se conforment aux lois et aux règles en vigueur. C'est une base indispensable pour souder de nouveau la scène intérieure égyptienne et rétablir le calme dans le pays. Toute secousse portée à la stabilité et à la sécurité de l'Égypte aura des retombées négatives sur toute la région.

Très peu d'hommes politiques ont eu le courage, comme le président Gamal Abdel Nasser, de reconnaître leurs erreurs. Nasser avait, dès les années 60, mis en garde contre les projets des Frères musulmans au moment où l'Occident insistait, jusqu'à nos jours, pour les soutenir face aux forces et aux courants nationaux, libéraux et démocratiques, parce qu'il considère qu'ils lui assurent ses intérêts et que l'islam politique est en contradiction avec le pluralisme qu'il affaiblit.

C'est à cause des Frères musulmans et de la politique d'exclusion qu'ils ont suivie que l'Égypte se trouve dans une situation difficile aujourd'hui. La révolution égyptienne a démontré que la légitimité de la rue est aussi importante que toutes les autres parce que seule la population, qui est la source de tous les pouvoirs, a la capacité de reconstruire le pouvoir et parce que les tentatives d'inféoder l'État aux Frères musulmans ne vont pas réussir du moment que la société égyptienne est civile, même si elle est croyante.